

Gezien om te worden gevoegd bij het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de oprichting van kinderopvangplaatsen.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kinderwelzijn, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200870]

21 DECEMBRE 2022. — Décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 4 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, modifié par le décret du 20 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit : " Art. 4. § 1^{er}. L'enfant ouvre le droit aux prestations familiales si, cumulativement :

1° il a son domicile légal sur le territoire de la région de langue française ou, s'il n'a pas de domicile légal, il réside effectivement en région de langue française;

2° il est de nationalité belge, ou bénéficiaire d'un titre de séjour en Belgique, ou dont les parents sont apatrides.

L'attestation d'immatriculation ne constitue pas un titre de séjour au sens du présent décret.

L'enfant issu d'un pays tiers et autorisé à séjourner en Belgique pour y poursuivre ses études ne remplit pas les conditions prévues à l'alinéa 1^{er}.

L'enfant de moins de douze ans qui n'est pas bénéficiaire d'un titre de séjour en Belgique ouvre le droit aux prestations familiales lorsque l'un de ses parents est bénéficiaire d'un titre de séjour en Belgique.

§ 2. Pour l'octroi des allocations familiales, lorsque l'assuré social ouvre le droit en application des articles 67 et 68 du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, l'enfant qui répond aux conditions du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, est dispensé des conditions fixées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, lorsque l'assuré social :

1° est un ressortissant européen ou un ressortissant d'État tiers, qui exerce une activité économique dans l'Espace économique européen ou en Suisse;

2° réside effectivement en région de langue française et est un ressortissant européen qui n'exerce pas d'activité économique dans l'Espace économique européen ou en Suisse, pour autant qu'il dispose d'un titre de séjour en Belgique.

Pour l'octroi des allocations familiales, l'enfant qui répond aux conditions du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, dont un des deux parents est un ressortissant européen qui exerce une activité économique sur le territoire du Royaume de Belgique, est dispensé des conditions fixées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°. Cette dispense a une durée maximale de six mois.

Le Gouvernement précise les modalités d'application des conditions de dispense visées aux alinéas 1^{er} et 2.

Dans les cas non visés aux alinéas 1^{er} et 2, le mineur non accompagné est dispensé des conditions prévues au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 3. L'enfant qui, malgré son domicile légal en région de langue française, réside effectivement hors de l'Espace économique européen ou de la Suisse, ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

Toutefois, le Gouvernement peut accorder une dispense aux conditions prévues au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, dans des cas ou des catégories de cas dignes d'intérêt.

§ 4. Lorsque l'enfant n'est pas domicilié en Belgique, l'assuré social peut ouvrir, dans les limites prévues par les dispositions supranationales applicables, un droit aux prestations familiales en faveur des enfants membres de sa famille.

Si l'assuré social qui réside effectivement sur le territoire de la région de langue française n'exerce pas d'activité économique dans l'Espace économique européen ou la Suisse et ouvre le droit aux prestations familiales en application des articles 67 à 69 du Règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 précité en faveur d'un enfant qui ne réside pas effectivement en région de langue française, cet assuré social est tenu d'être bénéficiaire d'un titre de séjour en Belgique.

§ 5. Le présent article s'applique sans préjudice des dispositions de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales qui prévalent. ”.

Art. 3. Dans l'article 13, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " Un supplément de 10 euros " sont remplacés par les mots " Un supplément égal au montant du supplément visé à l'article 14, alinéa 1^{er}, diminué du montant du supplément visé au paragraphe 1^{er}, 1^o, ”.

Art. 4. L'article 16 du même décret est remplacé par ce qui suit : " Art. 16. L'allocation mensuelle de base visée à l'article 9 est majorée d'un supplément mensuel en faveur des enfants bénéficiaires atteints d'un handicap. Ce supplément varie comme suit en fonction de la gravité et des conséquences de l'affection :

- 1^o 60 euros;
- 2^o 79,91 euros;
- 3^o 186,47 euros;
- 4^o 307,81 euros;
- 5^o 350 euros;
- 6^o 375 euros;
- 7^o 400 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont rattachés à l'indice pivot 103,14 (base 1996 = 100).

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi du supplément visé à l'alinéa 1^{er}. ”.

Art. 5. A l'article 20 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : " La réduction visée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas lorsqu'il peut être prétendu à des prestations de même nature en faveur d'un enfant bénéficiaire en vertu des règles statutaires applicables aux fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne, en cas d'activité professionnelle salariée ou indépendante du parent de l'enfant ou de son conjoint ou cohabitant en Belgique. ”;

2^o l'alinéa 2, devenu l'alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

" Le Gouvernement arrête les établissements de droit international dont les règles statutaires applicables à leur personnel sont assimilées aux règles statutaires visées à l'alinéa 2. ”.

Art. 6. L'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par la phrase suivante : " Le Gouvernement peut, en raison de circonstances particulières propres aux personnes concernées, décider que la prime de naissance sera payée à une autre personne. ”.

Art. 7. Dans l'article 25, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret, les mots " telles que prévues aux articles 7 à 20 " sont abrogés.

Art. 8. L'article 61, § 2, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit : " § 2. Le Gouvernement détermine les modalités de calcul de la part de chaque caisse privée d'allocations familiales dans la subvention globale en tenant compte :

- 1^o d'un critère quantitatif lié à la charge de travail des caisses privées d'allocations familiales;
- 2^o d'un critère qualitatif lié à l'évaluation de la qualité des prestations des caisses privées d'allocations familiales.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, jusqu'au 31 décembre 2023, la subvention globale destinée à financer les frais d'administration est répartie entre les caisses privées d'allocations familiales sur la base du seul critère quantitatif. ”.

Art. 9. L'article 63 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit : " Art. 63. § 1^{er}. Les caisses privées constituent un fonds de réserve.

§ 2. Le fonds de réserve est alimenté par :

- 1^o la quotepart de l'avoir du fonds de réserve transféré des caisses d'allocations familiales fédérales la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er};
- 2^o les intérêts rapportés par le(s) compte(s) bancaire(s) dédié(s) aux prestations familiales;
- 3^o la partie des excédents du compte de gestion, qui est éventuellement transférée conformément à l'article 67, § 5;
- 4^o les transferts en provenance de la réserve administrative;
- 5^o tout autre moyen déterminé par le Gouvernement;
- 6^o 1,5 pour cent du montant des prestations familiales indûment versées qui ont été recouvrées.

§ 3. Le fonds de réserve de la caisse privée n'excède pas au 31 décembre de l'exercice, 1,5 pour cent du montant des prestations familiales payées par la caisse privée au cours de ce même exercice.

Si ce plafond est dépassé, l'excédent est versé à l'Agence au cours de l'exercice suivant. La caisse privée qui n'a pas versé à temps son excédent est redevable de plein droit des intérêts légaux.

Le Gouvernement peut modifier le pourcentage visé au présent paragraphe après avis du Comité de la Branche " Familles " de l'Agence.

§ 4. Au 31 décembre de chaque exercice, le fonds de réserve couvre :

- 1^o les prestations familiales payées indûment qui ne sont pas mises en recouvrement en raison de la prescription visée aux articles 96 et 97, ainsi qu'en vertu de l'article 82, alinéa 2, du même décret;
- 2^o les indus antérieurs au 1^{er} janvier 2014;
- 3^o les pertes occasionnées par toute autre cause, avec l'accord préalable de l'Agence, sur proposition du Comité de la branche " Familles " de l'Agence;
- 4^o les frais de liquidation de la caisse privée, après épuisement de la réserve administrative visée à l'article 68.

§ 5. Les moyens du fonds de réserve ne peuvent en aucun cas être utilisés en vue de couvrir les frais d'administration, ni en vue de financer les investissements mobiliers et immobiliers qui sont nécessaires pour le bon fonctionnement de la caisse d'allocations familiales. ”.

Art. 10. L'article 64 du même décret est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 70 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : ” § 1^{er}. Avant le 1^{er} juillet de chaque année, les caisses privées transmettent à l'Agence la balance des comptes généraux, ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes de l'année antérieure suivant les modèles à déterminer par le Gouvernement. L'Agence fait rapport à son Conseil de monitoring financier et budgétaire. ”.

Art. 12. Dans l'article 72, § 2, alinéa 2, du même décret, modifié par l'article 9 du décret du 11 février 2021, les mots ” moins de quinze jours avant la fin du trimestre ” sont remplacés par les mots ” à partir du premier jour du dernier mois du trimestre ”.

Art. 13. L'article 74 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : ” Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque de nouvelles informations nécessaires à la gestion d'un dossier de prestations familiales parviennent à la caisse d'allocations familiales, celle-ci les traite à dater de leur réception dans les délais fixés par le Gouvernement si elles ne concernent pas une nouvelle demande. ”.

Art. 14. L'article 84 du même décret est remplacé par ce qui suit : ” Art. 84. § 1^{er}. L'octroi des prestations familiales prend cours dès le premier jour du mois qui suit le mois dans lequel le droit aux allocations familiales naît.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le cadre de l'exportation du droit aux prestations familiales pour un enfant domicilié dans un autre État membre, l'octroi des prestations familiales prend cours dès le premier jour du mois dans lequel le droit aux prestations familiales naît en application du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale à la condition que l'assuré social exécute l'un des contrats de travail de courte durée de moins d'un mois suivants :

- 1° contrat de travail à durée déterminée;
- 2° contrat de travail intérimaire;
- 3° contrat de travail pour un travail nettement défini.

Sont également visés, les enfants, domiciliés dans un pays hors de l'Espace économique européen, des travailleurs relevant d'une convention bilatérale de sécurité sociale et exécutant l'un des contrats de travail de courte durée de moins d'un mois visés à l'alinéa 2.

Pour les contrats visés à l'alinéa 2, un volume horaire minimum de deux cent quarante heures par trimestre civil est presté. A défaut, il est vérifié que le travail mensuel correspond au moins à quatre-vingts heures.

L'octroi des prestations familiales s'éteint à la fin du mois dans lequel ce droit prend fin.

Dans les cas non visés aux alinéas 2 et 3, le Gouvernement précise les modalités d'application des règles prévues aux alinéas 1^{er} et 5.

§ 2. Tout événement impliquant une modification du montant des prestations familiales donne lieu à l'octroi du montant modifié des allocations familiales à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel cet événement est survenu.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'octroi des prestations familiales prend cours dès le premier jour du mois durant lequel intervient une indexation ou l'institution d'un nouvel avantage par ou en vertu d'un décret. ”.

Art. 15. Dans le même décret, il est inséré un article 91/1 rédigé comme suit : ” Art. 91/1. § 1^{er}. Les caisses d'allocations familiales classifient les indus en A, B, C, suivant les règles suivantes :

1° l'indu est classifié A lorsqu'il trouve son origine dans une erreur de fait ou de droit d'une caisse d'allocations familiales, pour autant que l'allocataire soit de bonne foi lors du paiement;

2° l'indu est classifié B dans toutes les situations non visées par les classifications A et C;

3° l'indu est classifié C lorsque les prestations familiales ont été payées en lieu et place d'un autre organisme.

§ 2. La bonne foi de l'assuré social est présumée. Il incombe à la caisse de la réfuter s'il apparaît lors de l'examen du dossier que l'assuré savait ou devait raisonnablement savoir qu'il percevait des prestations indues. L'assuré social qui s'abstient de communiquer une information déterminant le caractère indu du paiement à sa caisse et qui est crédité à tort d'une prestation à la suite d'une erreur imputable à la caisse rembourse les prestations indues s'il savait ou devait savoir qu'il n'y avait pas droit.

Si l'assuré social a communiqué une information déterminant le caractère indu du paiement à sa caisse ou si cette information visée à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, est disponible au registre national des personnes physiques lors de l'examen du dossier, la présomption de bonne foi ne pourra pas être réfutée. ”.

Art. 16. Dans l'article 95 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : a) à l'alinéa 1^{er}, les mots ” soit à toute poursuite par voie judiciaire en vue de la perception de sommes, soit à poursuivre le recouvrement des sommes par voie d'exécution forcée ” sont remplacés par ” à la récupération de l'indu ”;

b) à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots ” et si le débiteur est de bonne foi ” sont remplacés par les mots ” sauf en cas de fraude, de dol ou de manœuvres frauduleuses ”;

c) l'alinéa 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

” 4° dans les cas où la caisse d'allocations familiales reçoit une attestation d'irrecouvrabilité délivrée par le Service public fédéral Finances ou l'Agence. Cette attestation peut être délivrée en cas de dol ou de fraude si la somme à récupérer est inférieure à cinquante euros. La somme à récupérer peut-être supérieure à cinquante euros si le débiteur est parti pour l'étranger. ”;

d) l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

” En cas de dol ou de fraude, la renonciation s'opère uniquement si la caisse d'allocations familiales est en possession d'une attestation d'irrecouvrabilité délivrée par le Service public fédéral Finances ou l'Agence, ou si l'héritier refuse la succession, après le délai de prescription de cinq ans prévus à l'article 97. ”;

e) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Les caisses d'allocations familiales délaissent à charge de la Région, les montants des indus irrécouvrables ou pour lesquels il est renoncé au recouvrement, dans les hypothèses suivantes :

- 1° lorsqu'il est renoncé au recouvrement en raison du caractère socialement contre-indiqué de celui-ci;
- 2° en cas d'application de l'alinéa 1^{er};
- 3° lorsque le recouvrement est techniquement impossible. "

Art. 17. L'article 101 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit : " Art. 101. Les caisses d'allocations familiales communiquent à l'Agence, sur simple demande, tous renseignements, informations ou documents nécessaires pour exercer ses missions définies aux articles 2/2, 5°, 4/1, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, 5/4 et 21/1 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Tl s'agit du numéro de registre national, de données relatives à l'affiliation, au paiement des allocations familiales, d'un supplément aux allocations familiales ou de l'allocation de naissance ou d'adoption, à la résidence, à la situation familiale ou de ménage, aux données socio-professionnelles, mais aussi de données fiscales ou relatives aux revenus, ou de données communautaires relatives au statut de l'enfant bénéficiaire étudiant, aux inscriptions dans l'enseignement, ou de l'enfant placé. Tl peut également s'agir de données relatives à la santé, dans le cadre d'une maladie, d'une invalidité, d'un handicap ou de la reconnaissance d'un droit découlant d'une maladie, d'une invalidité, d'un handicap en vertu d'une autre législation belge, d'une législation étrangère ou en vertu des règles applicables au personnel d'une institution de droit international public. Tl s'agit uniquement des données pertinentes et nécessaires à l'analyse des situations correspondant à l'ouverture ou au maintien du droit. Ces données sont communiquées uniquement sous une forme adéquate et appropriée au regard du strict nécessaire pour la réalisation des finalités poursuivies.

Le Gouvernement précise les données figurant dans les catégories visées à l'alinéa 2. "

Art. 18. Dans l'article 103, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " conseillent toute personne qui le demande " sont remplacés par les mots " conseillent, spontanément ou sur demande, toute personne ".

Art. 19. L'article 106 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit : " Art. 106. Les caisses d'allocations familiales :

1° octroient et payent les prestations familiales en utilisant au maximum les données électroniques de source authentique et en demandant une contribution minimale des familles;

2° alimentent et mettent à jour le répertoire des personnes visé à l'article 6 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Les données relatives aux inscriptions dans l'enseignement supérieur de la Communauté française, pour les enfants de 18 à 25 ans, nécessaires à l'examen du droit aux allocations familiales en vertu du présent décret, sont communiquées à la Banque-carrefour de la sécurité sociale via la Banque Carrefour d'Echange de données. L'intégrité, la confidentialité et la proportionnalité des données de la population éligible au droit sont garanties par le routage des messages uniquement destinés aux caisses compétentes pour traiter l'information, sur base du répertoire des personnes visé à l'article 6 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale. Ce routage repose sur l'identification des acteurs pertinents dans le cadastre des allocations familiales visé à l'article 11 de l'accord de coopération du 24 décembre 2021 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission Communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur la collaboration entre les entités fédérées en matière de prestations familiales. "

Art. 20. L'article 109 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit : " Art. 109. Les responsables de traitement sont les caisses d'allocations familiales et l'Agence. Leurs responsabilités sont individuelles.

Pour les caisses d'allocations familiales, les données traitées sont les données à caractère personnel, nécessaires à l'application du présent décret.

Pour l'Agence, les données traitées sont les données à caractère personnel, nécessaires à l'application du présent décret et à l'application des articles 2/2, 5°, 4/1, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, 5/4 et 21/1 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé pour les missions de l'Agence. Tl s'agit des données visées à l'article 101, alinéa 2.

Dans le cadre de la mission édictée à l'article 5/4 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les données sont, sous la responsabilité de l'Agence, traitées dans le but d'évaluer la politique menée en vertu de l'article 2/2, 5°, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et de formuler des recommandations et des propositions, afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique, d'adapter ou de réorienter les stratégies.

Le Gouvernement ou son délégué précise la liste des traitements visés aux alinéas 2 à 4.

Les données des dossiers relatifs aux demandes de prestations familiales qui n'ont pas donné lieu à un paiement doivent, pour autant que la prescription n'ait pas été interrompue par les intéressés, être conservées cinq années à dater du dernier jour du trimestre au cours duquel l'acte d'adoption a été signé ou la demande des allocations familiales a été introduite ou la naissance a eu lieu.

Les données des dossiers clôturés relatifs à des demandes de prestations familiales ayant donné lieu à au moins un paiement, les données dans les dossiers ouverts, les documents comptables et assimilés doivent, pour autant que la prescription n'ait pas été interrompue par les intéressés, être conservés sept années à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle a lieu le transfert des comptes à la Cour des comptes. "

Art. 21. L'intitulé du chapitre 12 du même décret est remplacé par ce qui suit : " Le contrôle et la médiation ".

Art. 22. L'article 111 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit : " Art. 111. § 1^{er}. Sur proposition de l'Agence, le Gouvernement désigne des membres du personnel de l'Agence, comme inspecteurs sociaux chargés du contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives au dispositif de gestion et de paiement des allocations familiales.

Les inspecteurs sociaux :

1° surveillent l'exécution du présent décret;

2° procèdent aux différents types de contrôles récurrents et ad hoc exercés par l'Agence, en l'occurrence le contrôle de la gestion administrative des dossiers par les caisses d'allocations familiales, le contrôle de la gestion financière des moyens mis à disposition des caisses d'allocations familiales, le contrôle des familles à leur domicile, le contrôle quantitatif et qualitatif des données de source authentique, le contrôle de la fraude aux prestations familiales.

Pour l'application du présent article, l'on entend par contrôle des familles à leur domicile les missions spécifiques suivantes :

- 1° informer les familles sur leurs droits;
- 2° vérifier que celles-ci reçoivent les montants corrects en allocations familiales;
- 3° examiner si les conditions d'octroi des allocations familiales sont remplies.

Dans le cadre de la mission de contrôle de la fraude aux prestations familiales, les inspecteurs sociaux recherchent, constatent et sanctionnent les infractions relatives à la fraude aux prestations familiales. Sans préjudice d'autres dispositions, on entend par fraude aux prestations familiales : toute infraction à la législation relative aux prestations familiales relevant de la compétence de la région de langue française.

Le Gouvernement détermine les modalités de ces différents types de contrôles exercés par l'Agence ainsi que le modèle pour la communication du rapportage financier et statistique.

§ 2. Les infractions aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément au Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux visés au paragraphe 1^{er} disposent des pouvoirs visés aux articles 23 à 42 du Code pénal social lorsqu'ils agissent d'initiative ou sur demande dans le cadre de leur mission d'information, de conseil et de surveillance relative au respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Dans le cadre de leur mission d'information, de conseil et de surveillance relative au respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, les inspecteurs sociaux, lorsqu'ils acquièrent la connaissance de tout crime ou de tout délit, transmettent les informations utiles au procureur du Roi du tribunal compétent en vertu de l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

§ 3. Les caisses d'allocations familiales fournissent à l'Agence, à leurs frais exclusifs, et dans les délais fixés par l'Agence, tous les renseignements, informations ou documents qu'elle leur demande pour exercer sa mission, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Chaque caisse d'allocations familiales :

1° fournit aux inspecteurs sociaux visés au paragraphe 1^{er} tous les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission, sans qu'elle puisse se dispenser ou être dispensée de cette obligation pour aucun motif, même si elle participe à un complexe administratif ou si elle a confié sa gestion à des tiers;

2° donne accès aux inspecteurs sociaux visés au paragraphe 1^{er}, et sans frais, aux bases de données, états, correspondances et autres documents dont la consultation leur est utile dans le cadre de l'exercice de leurs missions. ”.

Art. 23. Dans le même décret, il est inséré un article 111/1 rédigé comme suit : ” Art. 111/1. L'Agence exerce les missions de médiation des prestations familiales suivantes :

1° dans le cadre de son service d'information et de médiation : répondre aux questions générales afin d'assurer la correcte application de la législation par les caisses d'allocations familiales et de traiter les plaintes à ce sujet, notamment en vue de prévenir soit les actions en justice en matière de désignation de l'allocataire des prestations familiales visées à l'article 22, soit tout contentieux en matière de prestations familiales qui s'élève entre les caisses d'allocations familiales et les allocataires ou les enfants bénéficiaires tel que visé à l'article 93;

2° dans le cadre de ses missions administratives :

a) émettre les attestations de non-paiement nécessaires au traitement des dossiers individuels destinées aux institutions compétentes des autres États membres en application des Règlements (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale;

b) traiter les demandes de dérogations individuelles dans une finalité de paiement des prestations familiales en application des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Les données à caractère personnel traitées, consultées et transmises par l'Agence aux caisses d'allocations familiales et aux personnes auxquelles des prestations familiales sont dues ou versées ainsi qu'aux institutions compétentes et qui proviennent des sources authentiques, sont l'ensemble des données visées à l'article 109, alinéa 3, nécessaires au traitement des dossiers de prestations familiales en application du présent décret, à l'exclusion, dans le cadre des missions administratives de médiation des prestations familiales, des données relatives au paiement d'un supplément aux allocations familiales ou des données fiscales ou relatives aux revenus. La finalité est d'assurer les missions d'intérêt public définies à l'alinéa 1^{er}.

Dans le cadre de la finalité visée à l'alinéa 1^{er}, le service compétent peut solliciter des informations des inspecteurs sociaux dans le cadre de l'exercice de leurs missions mentionnées à l'article 111, § 1^{er}, alinéa 2. ”.

Art. 24. Dans le même décret, il est inséré un article 120/1 rédigé comme suit : ” Art. 120/1. Conformément à la mission prévue à l'article 25, alinéa 1^{er}, 2°, la caisse publique examine automatiquement, pour les enfants nés avant le 1^{er} janvier 2019, le droit aux conditions et modalités déterminées par le Gouvernement. ”.

Art. 25. A l'article 121 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées : 1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

” Par dérogation à l'article 120, pour les enfants nés avant le 1^{er} janvier 2001, les contrats d'étudiants soumis à des cotisations de solidarité et le chômage temporaire et le revenu y afférent ne font pas obstacle à l'octroi des prestations familiales. Les revenus perçus dans le cadre d'un stage obligatoire ou nécessaire à l'obtention d'un diplôme, ne font également pas obstacle à l'octroi des prestations familiales. ”;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 26. Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 14, 15, 21, 23 et 24 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2019. L'article 2 produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Les articles 10 et 16 produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2022.

Les articles 8, 9, 17, 19, 20 et 22 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2023. L'article 25 produit ses effets le 1^{er} août 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 décembre 2022.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1140 (2022-2023) N° 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 décembre 2022.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/200870]

**21 DECEMBER 2022. — Decreet tot wijziging van het decreet
van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Artikel 4 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, gewijzigd bij het decreet van 20 december 2018, wordt vervangen als volgt: "Art. 4. § 1. Het kind heeft recht op gezinsbijslag als hij/zij cumulatief aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° hij/zij heeft zijn/haar wettelijke woonplaats op het grondgebied van het Franse taalgebied of indien hij/zij geen wettelijke woonplaats heeft, hij/zij verblijft daadwerkelijk in het Franse taalgebied;

2° hij/zij is van Belgische nationaliteit of is houder van een verblijfstitel in België, of zijn/haar zijn ouders staatloos.

Het attest van immatriculatie vormt in geen geval een verblijfstitel in de zin van dit decreet.

Het kind uit een derde land dat gemachtigd is om in België te verblijven om onderwijs te volgen, voldoet niet aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden.

Een kind jonger dan twaalf jaar dat geen verblijfsvergunning in België heeft, heeft recht op gezinsbijslag als een van zijn ouders een verblijfsvergunning in België heeft.

§ 2. Voor de toekenning van gezinsbijslagen wordt het kind dat voldoet aan de voorwaarden van paragraaf 1, eerste lid, 1°, wanneer de sociaal verzekerde het recht op gezinsbijslagen opent krachtens de artikelen 67 en 68 van Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels, vrijgesteld van de voorwaarden van paragraaf 1, eerste lid, 2°, wanneer de sociaal verzekerde:

1° een Europees onderdaan of een onderdaan van een derde land is, die een economische activiteit uitoefent in de Europese Economische Ruimte of in Zwitserland;

2° daadwerkelijk verblijft in een Franstalig gebied en een Europees onderdaan is die geen economische activiteit uitoefent in de Europese Economische Ruimte of in Zwitserland, op voorwaarde dat hij een verblijfsvergunning heeft in België.

Voor de toekenning van gezinsbijslagen is een kind dat voldoet aan de voorwaarden van paragraaf 1, eerste lid, 1°, waarvan een van de ouders een Europees onderdaan is die een economische activiteit uitoefent op het grondgebied van het Koninkrijk België, vrijgesteld van de voorwaarden van paragraaf 1, eerste lid, 2°. Deze vrijstelling heeft een maximale duur van zes maanden.

De Regering stelt de modaliteiten voor de toepassing van de in de leden 1 en 2 bedoelde vrijstellingsvoorwaarden vast.

In de niet in het eerste en het tweede lid bedoelde gevallen is de niet-begeleide minderjarige vrijgesteld van de voorwaarden van lid 1, eerste lid, 2°.

§ 3. Het kind dat weliswaar zijn wettelijke woonplaats heeft in een Franstalig gebied, maar feitelijk buiten de Europese Economische Ruimte of Zwitserland verblijft, voldoet niet aan de voorwaarde van § 1, eerste lid, 1°

De Regering kan evenwel vrijstelling verlenen van de in lid 1, eerste lid, 1°, bedoelde voorwaarden in gevallen of categorieën van gevallen die van belang zijn.

§ 4. Wanneer het kind geen woonplaats in België heeft, kan de sociaal verzekerde binnen de perken bedoeld bij de toepasselijke supranationale regelingen, ten gunste van de kinderen, die lid zijn van zijn familie, een recht op de gezinsbijslagen openen.

Indien de verzekerde die daadwerkelijk in het Franse taalgebied woont, geen economische activiteit uitoefent in de Europese Economische Ruimte of in Zwitserland en het recht op gezinsbijslagen krachtens de artikelen 67 tot en met 69 van voornoemde Verordening (EG) nr. 883/2004 van 29 april 2004 opent ten gunste van een kind dat niet daadwerkelijk in het Franse taalgebied woont, dient deze verzekerde over een verblijfsvergunning in België te beschikken.

§ 5. Dit artikel is van toepassing onverminderd de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen die prevaleren.”.

Art. 3. In artikel 13, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “Een toeslag van 10 euro” vervangen door de woorden “Een toeslag gelijk aan het bedrag van de toeslag bedoeld in artikel 14, eerste lid, verminderd met het bedrag van de toeslag bedoeld in paragraaf 1, 1°”.

Art. 4. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt: “Art. 16. De in artikel 9 bedoelde maandelijks basisbijslag wordt verhoogd met een maandelijks toeslag ten gunste van de rechtgevend kinderen met een handicap. Deze toeslag varieert naargelang de ernst en de gevolgen van de aandoening als volgt:

- 1° 60 euro;
- 2° 79,91 euro;
- 3° 186,47 euro;
- 4° 307,81 euro;
- 5° 350 euro;
- 6° 375 euro;
- 7° 400 euro.

De in het eerste lid bedoelde bedragen worden aan de spilindex 103,04 (basis 1996=100) gekoppeld.

De voorwaarden voor de toekenning van de in het eerste lid bedoelde toeslag worden door de Regering vastgelegd.

Art. 5. In artikel 20 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd: “De in lid 1 bedoelde vermindering is niet van toepassing indien aanspraak kan worden gemaakt op uitkeringen van dezelfde aard ten behoeve van een rechtgevend kind krachtens de statutaire regels van de ambtenaren en andere personeelsleden van de Europese Unie, indien de ouder van het kind of diens echtgenoot of samenwonende in België al dan niet in loondienst werkzaam is.

3° Lid 2, thans lid 3, wordt vervangen door de volgende tekst:

“De Regering bepaalt de volkenrechtelijke inrichtingen waarvan de op hun personeel toepasselijke statutaire regels gelijkgesteld wordt met de in lid 2 bedoelde statutaire regels.

Art. 6. Artikel 22, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgende zin: “De Regering kan wegens bijzondere omstandigheden van de betrokkenen besluiten dat het kraamgeld aan een andere persoon wordt uitgekeerd.”.

Art. 7. In artikel 25, eerste lid, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden “zoals bedoeld in de artikelen 7 tot 20” opgeheven.

Art. 8. Artikel 61, § 2, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt vervangen als volgt: § 2. De Regering bepaalt de berekeningsmodaliteiten van het deel van elk privé-kinderbijslagfonds in de globale subsidie rekening houdend met:

- 1° een kwantitatief criterium gebonden aan de werklast van de privé-kinderbijslagfondsen;
- 2° een kwalitatief criterium gebonden aan de evaluatie van de kwaliteit van de prestaties van de privé-kinderbijslagfondsen.

In afwijking van het eerste lid wordt de globale subsidie ter financiering van de administratieve kosten tot en met 31 december 2023 over de privé-kinderbijslagfondsen verdeeld op basis van het enige kwantitatieve criterium.”.

Art. 9. Artikel 63 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt vervangen als volgt: “Art. 63. § 1. De privé-fondsen vormen een reservefonds.

§ 2. Het reservefonds wordt bevoorrad door:

- 1° het aandeel van het vermogen van het reservefonds overgedragen van de federale kinderbijslagfondsen de dag voor de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid;
- 2° de interesten opgebracht door de bankrekening(en) bestemd voor de gezinsbijslagen;

3° het deel van de overschotten van de beheersrekening dat eventueel wordt overgedragen overeenkomstig artikel 67, § 5;

4° de overdrachten afkomstig van de administratieve reserve;

5° elk ander door de Regering bepaald middel;

6° 1,5 procent van het bedrag van de teruggevorderde onverschuldigd betaalde gezinsbijslagen.

§ 3. Het reservefonds van het privé fonds bedraagt op 31 december van het boekjaar, niet meer dan 1,5 procent van het bedrag van de gezinsbijslagen betaald door het privé fonds tijdens datzelfde boekjaar.

Als deze limiet wordt overschreden, wordt het overschot in het volgende jaar aan het Agentschap betaald. Een particulier fonds dat zijn overschot niet tijdig heeft uitgekeerd, is wettelijke rente verschuldigd.

De Regering kan het percentage bedoeld in dit paragraaf wijzigen na advies van het Comité van de afdeling "Gezinnen" van het Agentschap.

§ 4. Op 31 december van elk boekjaar, dekt het reservefonds:

1° onverschuldigd betaalde gezinsbijslagen die niet worden teruggevorderd wegens verjaring als bedoeld in de artikelen 96 en 97, alsmede overeenkomstig artikel 82, tweede lid, van hetzelfde decreet;

2° onverschuldigde betalingen vóór 1 januari 2014;

3° de verliezen die veroorzaakt zijn door elke andere oorzaak, mits het voorafgaand akkoord van het Agentschap, op voorstel van het Comité van de afdeling "Gezinnen" van het Agentschap;

4° de vereffeningkosten van het privé fonds, na uitputting van de administratieve reserve bedoeld in artikel 68.

§ 5. De middelen van het reservefonds mogen in geen geval worden gebruikt ter dekking van administratieve kosten of ter financiering van investeringen in roerende en onroerende goederen die nodig zijn voor de goede werking van het kinderbijslagfonds."

Art. 10. Artikel 64 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 70 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen als volgt: "§ 1. Voor 1 juli van elk jaar maken de privé-fondsen aan het Agentschap de balans van de algemene rekeningen over, alsook de balans en de winst- en verliesrekening van het vorige jaar volgens de modellen die door de Regering moeten worden bepaald. Het Agentschap brengt verslag uit aan het#8200;financiële#8200;en#8200;budgettaire#8200;monitoringscomité#8200;.

Art. 12. In artikel 72, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 9 van het decreet van 11 februari 2021 worden de woorden "minder dan vijftien dagen voor het einde van bedoeld kwartaal" vervangen door de woorden "vanaf de eerste dag van de laatste maand van het kwartaal".

Art. 13. Artikel 74 van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "In afwijking van lid 1 verwerkt het kinderbijslagfonds, wanneer het nieuwe gegevens ontvangt die nodig zijn voor het beheer van een gezinsbijslagdossier, deze vanaf de datum van ontvangst binnen de door de Regering vastgestelde termijnen indien het geen nieuwe aanvraag betreft."

Art. 14. Artikel 84 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt: "Art. 84. § 1. De toekenning van de gezinsbijslagen gaat in op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin het recht op gezinsbijslagen ontstaat.

In afwijking van lid 1 begint de toekenning van gezinsbijslagen, in het kader van de export van het recht op gezinsbijslagen voor een kind dat in een andere lidstaat woont, op de eerste dag van de maand waarin het recht op gezinsbijslagen ontstaat overeenkomstig Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels, op voorwaarde dat de verzekerde een van de volgende arbeidsovereenkomsten van korte duur van minder dan een maand vervult:

1° arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd;

2° tijdelijke arbeidsovereenkomst;

3° arbeidsovereenkomst voor een duidelijk omschreven functie.

Dit geldt ook voor kinderen van werknemers met woonplaats in een land buiten de Europese Economische Ruimte die onder een bilaterale overeenkomst inzake sociale zekerheid vallen en een van de in lid 2 bedoelde kortlopende arbeidsovereenkomsten van minder dan een maand uitvoeren.

Voor de in lid 2 bedoelde overeenkomsten wordt per kalenderkwartaal minimaal 240 uur gewerkt. Indien dit niet het geval is, moet worden nagegaan of de maandelijkse arbeid ten minste tachtig uur bedraagt.

De toekenning van de gezinsbijslagen dooft uit op het einde van de maand waarin dit recht eindigt.

Voor de gevallen die niet onder de leden 2 en 3 vallen, stelt de Regering de modaliteiten voor de toepassing van de in de leden 1 en 3 bedoelde regels vast.

§ 2. Iedere gebeurtenis die een wijziging van het bedrag van de gezinsbijslagen impliceert, geeft aanleiding tot de toekenning van het gewijzigd bedrag van kinderbijslag vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze tijdens welke deze gebeurtenis zich heeft voorgedaan.

In afwijking van het eerste lid vangt de toekenning van de gezinsbijslagen aan vanaf de eerste dag van de maand waarin een indexering plaatsvindt of een nieuw voordeel ingesteld wordt bij of krachtens een decreet."

Art. 15. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 91/1, luidend als volgt: "Art. 91/1. § 1. De kinderbijslagfondsen delen onverschuldigde betalingen in als A, B of C volgens de volgende regels:

1° een onverschuldigde betaling wordt aangemerkt als A wanneer zij te wijten is aan een feitelijke of juridische fout van een kinderbijslagfonds, op voorwaarde dat de begunstigde te goeder trouw was op het ogenblik van de betaling;

2° onverschuldigde betalingen worden ingedeeld als B in alle situaties die niet onder de indelingen A en C vallen;

3° een onverschuldigde betaling wordt ingedeeld als C wanneer gezinsbijslagen zijn betaald in plaats van een ander orgaan.

§ 2. De goede trouw van de verzekerde wordt verondersteld. Het fonds moet dit vermoeden weerleggen als bij het onderzoek van het dossier blijkt dat de verzekerde wist of redelijkerwijs had moeten weten dat hij ten onrechte uitkeringen ontving. Een sociaal verzekerde die ervan afziet zijn fonds informatie te verstrekken die het onverschuldigde karakter van de uitkering vaststelt en die ten onrechte een uitkering ontvangt als gevolg van een aan het fonds toe te rekenen fout, moet de onverschuldigde uitkering terugbetalen indien hij wist of had moeten weten dat hij er geen recht op had.

Indien de sociaal verzekerde aan zijn fonds gegevens heeft meegedeeld die het onverschuldigde karakter van de uitkering aantonen of indien deze gegevens, bedoeld in artikel 3, leden 1 en 2, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, bij de behandeling van het dossier in het nationale register van natuurlijke personen beschikbaar zijn, kan het vermoeden van goede trouw niet worden weerlegd.

Art. 16. In artikel 95 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht : a) in het eerste lid wordt de zin "De kinderbijslagfondsen kunnen hetzij van het navorderen van die sommen door een gerechtelijke procedure, hetzij van de invordering van die sommen door gedwongen ten uitvoerlegging, afzien" vervangen door de volgende zin: "De kinderbijslagfondsen kunnen afzien van de terugvordering van onverschuldigd betaalde bedragen.";

b) In het eerste lid, 1°, worden de woorden "en mits de schuldenaar te goeder trouw is" vervangen door de woorden "behalve in geval van fraude, bedrog of misleiding";

c) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

"4° in gevallen waarin het kinderbijslagfonds een certificaat van oninbaarheid ontvangt dat is afgegeven door de Federale Overheidsdienst Financiën of het Agentschap. Dit certificaat kan worden afgegeven in geval van fraude of bedrog indien het terug te vorderen bedrag lager is dan vijftig euro. Het terug te vorderen bedrag kan hoger zijn dan vijftig euro indien de schuldenaar naar het buitenland is gegaan.";

d) het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"In geval van fraude of bedrog wordt slechts afgezien indien het kinderbijslagfonds in het bezit is van een door de FOD Financiën of het Agentschap afgegeven certificaat van oninbaarheid, of indien de erfgenaam de erfenis weigert, na de in artikel 97 bedoelde verjaringstermijn van vijf jaar.";

e) het artikel wordt aangevuld met volgend lid, luidend als volgt:

"De kinderbijslagfondsen laten de bedragen van de oninvorderbare betalingen of waarvoor van terugvordering wordt afgezien, ten laste van het Waalse Gewest in de volgende gevallen:

1° wanneer afgezien wordt van terugvordering omdat die uit sociaal oogpunt niet raadzaam is;

2° bij toepassing van het eerste lid;

3° wanneer terugvordering technisch onmogelijk blijkt.".

Art. 17. Artikel 101 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt vervangen als volgt : "Art. 101. De kinderbijslagfondsen maken het Agentschap op gewoon verzoek alle inlichtingen, informatie of documenten over die het nodig acht om zijn opdrachten uit te oefenen, die bepaald zijn in artikelen 2/2, 5°, 4/1, § 1, lid 2, 4°, 5/4 en 21/1 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Het gaat om het rijksregisternummer, gegevens over de aansluiting, uitbetaling van kinderbijslag, kinderbijslag-supplement of geboorte- of adoptietoelage, verblijfplaats, gezins- of huishoudsituatie, sociaal-professionele gegevens, maar ook belasting- of inkomensgegevens, of communautaire gegevens over het statuut van het begunstigde kind dat student is, inschrijvingen in het onderwijs, of het geplaatste kind. Het kan ook gaan om gegevens betreffende de gezondheid in het kader van een ziekte, een invaliditeit of een handicap, of de erkenning van een recht dat voortvloeit uit een ziekte, invaliditeit of handicap krachtens een andere Belgische wetgeving, een buitenlandse wetgeving of een regeling die van toepassing is op het personeel van een instelling van internationaal publiekrecht. Het gaat alleen om relevante en noodzakelijke gegevens voor de analyse van de situaties die overeenkomen met de opening of handhaving van het recht. Deze gegevens worden alleen meegedeeld in een vorm die adequaat en geschikt is voor de doeleinden waarvoor zij zijn bestemd.

De Regering vermeldt de gegevens die onder de in lid 2 bedoelde categorieën vallen.".

Art. 18. In artikel 103, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "aan elke persoon die erom verzoekt, raad geven" vervangen door de woorden "spontaan of op verzoek aan elke persoon raad geven".

Art. 19. Artikel 106 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt vervangen als volgt : "Art. 106. De kinderbijslagfondsen:

1° verlenen en betalen de gezinsbijslagen waarbij ze de elektronische gegevens van authentieke bron zo veel mogelijk gebruiken en een minimale bijdrage van de gezinnen vragen;

2° voeren gegevens in het repertorium bedoeld in artikel 6 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid in en zorgen voor de bijwerking ervan.

De gegevens betreffende de inschrijvingen in het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, voor kinderen tussen 18 en 25 jaar, die nodig zijn voor het onderzoek van het recht op kinderbijslag krachtens dit decreet, worden aan de Kruispuntbank van de sociale zekerheid meegedeeld via de "Banque Carrefour d'Échange de Données" (Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling). De integriteit, vertrouwelijkheid en evenredigheid van de gegevens over de rechthebbende bevolking worden gewaarborgd door de routing van berichten uitsluitend bestemd aan de fondsen die bevoegd zijn om de informatie te verwerken, op basis van het register van personen bedoeld in artikel 6 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid. Deze routing is gebaseerd op de identificatie van de relevante actoren in het kinderbijslagkadaster bedoeld in artikel 4 van het Samenwerkingsakkoord van 24 december 2021 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Gemeenschap-pelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap inzake samenwerking tussen de deelgebieden inzake gezinsbijslagen.

Art. 20. Artikel 109 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt vervangen als volgt : "Art. 109. De verantwoordelijken voor de verwerking zijn de kinderbijslagfondsen en het Agentschap. Hun verantwoordelijkheden zijn individueel.

Voor de kinderbijslagfondsen zijn de verwerkte gegevens de persoonsgegevens die nodig zijn voor de toepassing van dit decreet.

Voor het Agentschap zijn de verwerkte gegevens de persoonsgegevens die nodig zijn voor de toepassing van dit decreet en voor de toepassing van de artikelen 2/2, 5°, 4/1, § 1, lid 2, 4°, 5/4 en 21/1 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid voor de opdrachten van het Agentschap. Het gaat om de gegevens bedoeld in artikel 101, tweede lid.

In het kader van de opdracht bedoeld in artikel 5/4 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de gegevens, onder de verantwoordelijkheid van het Agentschap, verwerkt met het oog op de evaluatie van het gevoerde beleid overeenkomstig artikel 2/2, 5°, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en het formuleren van aanbevelingen en voorstellen om de doeltreffendheid van het overheidsoptreden te verbeteren, strategieën aan te passen of te heroriënteren.

De Regering of haar gedelegeerde stelt de lijst van de in de leden 2 tot en met 4 bedoelde verwerkingen vast.

De gegevens van de dossiers betreffende de aanvragen voor gezinsbijslagen die geen aanleiding hebben gegeven tot een betaling moeten, voor zover de verjaring niet door de belanghebbenden geschorst is, gedurende vijf jaar bewaard worden te rekenen van de laatste dag van het kwartaal waarin de adoptieakte ondertekend is of waarin de aanvraag van kinderbijslagen ingediend is of waarin de geboorte plaatsgevonden heeft.

De gegevens van de dossiers betreffende de aanvragen van gezinsbijslagen die aanleiding hebben gegeven tot minstens een betaling, de gegevens in de geopende dossiers, de boekhoudkundige stukken en daarmee gelijkgestelde stukken moeten, voor zover de verjaring niet door de belanghebbenden geschorst is, gedurende zeven jaar bewaard worden te rekenen van 31 december van het jaar waarin de adoptieakte ondertekend is of waarin de aanvraag van kinderbijslagen ingediend is of waarin de geboorte plaatsgevonden heeft.”.

Art. 21. Het opschrift van hoofdstuk 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt: “Controle en bemiddeling”.

Art. 22. Artikel 111 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt vervangen als volgt: “Art. 111. § 1. Op voorstel van het Agentschap wijst de Regering personeelsleden van het Agentschap aan als sociale inspecteurs belast met de controle op de toepassing van de reglementaire bepalingen betreffende het beheers- en betalingssysteem van de kinderbijslagen.

De sociale inspecteurs:

1° houden toezicht op de uitvoering van dit decreet;

2° gaan tot de verschillende soorten terugkerende en ad hoc controles die door het Agentschap worden uitgevoerd, over, namelijk de controle op het administratieve beheer van de dossiers door de kinderbijslagfondsen, de controle op het financieel beheer van de ter beschikking gestelde middelen van de kinderbijslagfondsen, de controle op de gezinnen op hun woonplaats, de kwantitatieve en kwalitatieve controle van de gegevens van authentieke bron, de controle op het bedrag inzake gezinsbijslagen.

Voor de toepassing van dit artikel worden onder toezicht op de gezinnen thuis de volgende specifieke taken verstaan:

1° de gezinnen informeren over hun rechten;

2° nagaan of zij het juiste bedrag aan kinderbijslag ontvangen;

3° onderzoeken of aan de voorwaarden voor toekenning van kinderbijslag is voldaan

In het kader van de bestrijding van fraude met gezinsbijslagen onderzoeken, registreren en bestraffen de sociale inspecteurs misdrijven in verband met fraude met gezinsbijslagen. Onverminderd andere bepalingen wordt onder fraude met gezinsbijslagen verstaan: elke inbreuk op de wetgeving inzake gezinsbijslagen die onder de bevoegdheid van het Franse taalgebied valt.

De Regering bepaalt de modaliteiten van deze verschillende soorten controles die door het Agentschap worden uitgevoerd, alsook het model voor de mededeling van de financiële en statistische rapportage.

§ 2. De inbreuken op de bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig het sociaal strafwetboek.

De in § 1 bedoelde sociale inspecteurs beschikken over de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 23 tot 42 van het sociaal strafwetboek wanneer ze op eigen initiatief of op verzoek handelen in het kader van hun informatie-, adviesverlenings-, en toezichtopdracht betreffende de naleving van de bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten.

In het kader van hun opdracht inzake informatie, advies en toezicht met betrekking tot de naleving van de bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, geven de sociale inspecteurs, wanneer zij kennis krijgen van een misdrijf of overtreding, de relevante informatie door aan de procureur des Konings van de bevoegde rechtbank overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.

§ 3. De kinderbijslagfondsen maken het Agentschap uitsluitend op eigen kosten en binnen de door het Agentschap bepaalde termijnen alle inlichtingen, informatie of documenten over dat het aanvraag om zijn opdrachten uit te oefenen, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Elk kinderbijslagfonds is ertoe gehouden:

1° aan de in § 1 bedoelde sociale inspecteurs al de nodige inlichtingen te verstrekken, die ze voor het vervullen van hun opdracht nodig hebben, zonder dat het zichzelf kan vrijstellen of zonder dat het kan vrijgesteld worden van deze verplichting wegens om 't even welke reden, zelfs indien het deel uitmaakt van een administratief complex of indien het zijn beheer aan derden heeft toevertrouwd;

2° de in § 1 bedoelde sociale inspecteurs kosteloos toegang te geven tot de databanken, staten, briefwisseling, en andere documenten, waarvan de inzage hun nuttig zou zijn in de uitoefening van hun opdrachten.

Art. 23. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 111/1, luidend als volgt: “Art. 111/1. Het Agentschap voert de volgende bemiddelingstaken inzake gezinsbijslagen uit:

1° in het kader van zijn informatie- en bemiddelingsdienst: algemene vragen beantwoorden teneinde de correcte toepassing van de wetgeving door de kinderbijslagfondsen te waarborgen en klachten terzake te behandelen, met name ter voorkoming van gerechtelijke stappen in verband met de aanwijzing van de begunstigde van de gezinsbijslagen als bedoeld in artikel 22, of van geschillen in verband met gezinsbijslagen die zouden kunnen ontstaan tussen de kinderbijslagfondsen en de begunstigden of begunstigde kinderen als bedoeld in artikel 93;

2° in het kader van zijn administratieve taken :

a) het afgeven van de verklaringen van niet-betaling die nodig zijn voor de behandeling van individuele dossiers die bestemd zijn voor de bevoegde organen van de andere lidstaten overeenkomstig Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels en Verordening (EG) nr. 987/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EG) nr. 883/2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels;

b) verzoeken om individuele afwijkingen voor de betaling van gezinsbijslagen in toepassing van de bepalingen van dit besluit en zijn uitvoeringsbesluiten behandelen.

De persoonsgegevens die het Agentschap verwerkt, raadpleegt en doorgeeft aan de kinderbijslagfondsen en aan de personen aan wie gezinsbijslagen verschuldigd of betaald zijn, alsmede aan de bevoegde organen, en die afkomstig zijn uit authentieke bronnen, zijn alle gegevens bedoeld in artikel 109, lid 3, die noodzakelijk zijn voor de verwerking van de dossiers inzake gezinsbijslagen in toepassing van dit decreet, met uitzondering van, in het kader van de administratieve taken van bemiddeling van gezinsbijslagen, gegevens betreffende de betaling van een aanvulling op de gezinsbijslagen of gegevens betreffende belastingen of inkomsten.

In het kader van het in lid 1 bedoelde doel kan de bevoegde dienst de sociale inspecteurs om inlichtingen verzoeken in het kader van de uitoefening van hun in artikel 111, § 1, lid 2, bedoelde functie.”.

Art. 24. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 120/1, luidend als volgt : "Art. 120/1. Overeenkomstig de opdracht bedoeld in artikel 25, eerste lid, 2°, onderzoekt het openbaar fonds automatisch voor kinderen geboren vóór 1 januari 2019 het recht op de door de Regering vastgestelde voorwaarden.”.

Art. 25. In artikel 121, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“In afwijking van artikel 120 vormen voor kinderen die vóór 1 januari 2001 zijn geboren, studentencontracten waarvoor solidariteitsbijdragen moeten worden betaald en tijdelijke werkloosheid en de daarmee verband houdende inkomsten geen belemmering voor de toekenning van gezinsbijslagen. Inkomsten die in het kader van een verplichte opleidingsperiode of een voor het behalen van een diploma noodzakelijke opleidingsperiode zijn ontvangen, vormen evenmin een beletsel voor de toekenning van gezinsbijslagen”

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 26. De artikelen 3, 4, 5, 6, 7, 14, 15, 21, 23 en 24 hebben uitwerking op 1 januari 2019. Artikel 2 heeft uitwerking op 1 januari 2022.

De artikelen 10 en 6 hebben uitwerking op 1 juni 2022.

De artikelen 8, 9, 17, 19, 20 en 22 treden in werking op 1 januari 2023. Artikel 25 heeft uitwerking op 1 augustus 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 december 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waals Parlement, 1140 (2022-2023) Nr. 5

Volledig verslag, plenaire vergadering van 21 december 2022.

Bespreking.

Stemming.